

Des étiquettes aux idées: influences belges sur la démocratisation postcommuniste en Bulgarie

Todorov, Antony

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Todorov, A. (2008). Des étiquettes aux idées: influences belges sur la démocratisation postcommuniste en Bulgarie. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, VIII(1), 107-112. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-51773-8>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Des étiquettes aux idées

Influences belges sur la démocratisation postcommuniste en Bulgarie

ANTONY TODOROV

Dans plusieurs études anciennes et récentes la thèse des influences belges en politique et dans beaucoup d'autres domaines de la vie sociale en Bulgarie n'est pas nouvelle. Le plus souvent on cite comme l'exemple de cette influence le système institutionnel établi en Bulgarie après l'acquisition de l'indépendance en 1878 – le Constitution de Tarnovo (1879) qui semble être calquée sur la Constitution du Royaume des Belges de 1831¹. Mais surtout, pendant la transition, la Belgique devient un symbole de l'Europe, de l'Union européenne, à cause de l'installation des sièges de plusieurs institutions européennes dans la capitale belge. Pour les Bulgares, Bruxelles est devenu synonyme de l'Europe, ce qui mit en arrière-plan la Belgique comme source de modèles institutionnels et mit en avant la Belgique comme image de l'eupéanisation.

Ainsi le modèle belge fut dissimulé dans un cadre plus large, mais moins concret et parfois flou, des modèles européens. La conscience collective bulgare du postcommunisme ne distinguait guère des différences au sein de l'Union européenne et préférait de voir l'Europe comme une entité homogène, une large source de démocratisation et de modernisation². Dans cet ensemble européen les Bulgares distinguaient mal la Belgique, elle ne faisait que partie d'une construction abstraite – l'Occident. Parce que, et surtout au début de la transition postcommuniste, l'opinion en Bulgarie ne voulait pas beaucoup distinguer les pays occidentaux (l'Europe, les États-Unis, le Canada, l'Australie etc.) comme sources de modèles différents de démocraties, il suffisait d'accepter que la démocratisation postcommuniste est en effet une occidentalisation.

Construire un objet de recherche : transition démocratique et occidentalisation

La transition postcommuniste dans les pays de l'Europe centrale et orientale est un changement structurel de modèle sociétal. D'une part c'est un abandon du modèle soviétique comme référence sociale et politique, d'autre part c'est le choix et l'acceptation de l'Occident comme nouveau modèle de référence. Dans ce mouvement de changement, l'ensemble des mutations, qu'on réunit sous le nom de «transition postcommuniste», est vu par l'opinion comme un processus unique – celui de

¹ Pourtant il y a des chercheurs qui mettent en cause la ressemblance constitutionnelle et démontrent que l'influence belge est restée limitée dans ce domaine. Cf. l'intervention de J. Crombois dans le colloque à Bucarest.

² Cf. à ce sujet le recueil issu du colloque à Sofia en 2004: Anna KRASTEVA, Antony TODOROV (sous la réd. de), *Bulgarie et Roumanie: modernisation, démocratisation, eupéanisation*, NUB, Sofia, 2006.

l'occidentalisation. Cette dernière représente en quelque sorte la quintessence du changement, en même temps destruction du système communiste, son remplacement par un système de démocratie représentative occidentale et une modernisation de la société, échouée ou retardée pendant le communisme. L'occidentalisation était vue comme une démocratisation et une modernisation, les deux ne faisant qu'un seul processus unique.

L'Occident était vu par le monde communiste comme un ensemble non différenciable. Il paraît que l'Occident avait aussi une vision uniforme du monde communiste – tout ces régimes semblaient être calqués sur le même modèle soviétique stalinien, alors que les différences nationales ne semblaient pas avoir une importance quelconque. Pour l'Est le monde occidental était de la même façon uniforme: capitaliste et exploiteur pour la propagande officielle, libre et abondant en marchandises pour l'opinion critique au régime communiste. Dans cette vision, fortement modelée par la Guerre froide et les images dominantes de l'ennemi mondial, les différences entre les pays occidentaux n'étaient pas vues comme importantes.

Avec la fin de la transition postcommuniste et le nouvel ordre du jour politique dans les pays de l'Europe centrale et orientale qui s'y établit avec leur adhésion à l'Union européenne, une approche différente s'installe en ce qui concerne l'ancien monde occidental. L'opinion publique bulgare commence de plus en plus à se rendre compte de différentes expériences occidentales, de la pluralité des cultures dites occidentales. Les Bulgares commencent à découvrir aussi les différences entre les deux côtés de l'Atlantique, de comprendre les divergences entre l'UE et les États-Unis sur nombre de problèmes internationaux. Enfin la société bulgare se mit à assumer le pluralisme démocratique en abandonnant une vision simpliste et uniforme de la démocratie, assimilée à l'Occident¹.

Ce processus d'un certain «éveil démocratique» fut ressenti comme un choc culturel: non seulement l'Occident représentait une diversité de modèles démocratiques nationaux, mais la démocratie occidentale comprenait des éléments divers, certains difficilement assimilables à la perception postcommuniste de la démocratie, notamment l'existence de partis communistes faisant partie du paysage démocratique.

Le conflit majeur de la transition politique postcommuniste fut entre deux entités politiques opposées: les ex-communistes, issus de l'ancien PC, et les anti-communistes, qui se réclamaient être en même temps démocrates et occidentalistes. La première manifestation du mouvement anticommuniste en Bulgarie fut l'Union des forces démocratiques (UFD), en fait une coalition politique entre différentes organisations, mouvements et sociétés, allant de la gauche républicaine aux conservateurs pro monarchistes. Cette palette au sein de l'UFD ne fut pas assez longtemps prise en compte par la plupart des électeurs anticommunistes de l'époque. Ils refusaient largement de reconnaître cette diversité de références, de modèles et de préférences au sein du mouvement démocratique. Parfois les électeurs réagissaient contre toute manifestation de diversité au sein de l'UFD, notamment sur des questions politiques constitutives, telles la restauration de la monarchie ou la politique de «lustration» par rapport aux anciens communistes. Certaines recherches de l'époque

¹ Sur ce sujet des images internationales comme éléments de la culture politique nationale cf. l'article de Antony TODOROV, «Politique étrangère et culture politique: le cas du système des clivages en Bulgarie», in Pétia GUEORGIEVA (éd.), *La Bulgarie et l'intégration européenne. Transition*, vol XLII, no. 1, 2001, pp. 41-57.

montraient que plus de 80% des électeurs de l'UFD refusaient de se définir comme sociaux-démocrates, agrariens, libéraux, chrétiens-démocrates, conservateurs etc., mais préféraient tout simplement l'étiquette commune de «bleu» (la couleur de l'UFD, qui s'opposait au rouge, la couleur des ex-communistes)¹.

Choix d'étiquettes et choix d'identités politiques

En dépit de ce refus de déceler les différences des modèles démocratiques occidentaux, au début de la transition postcommuniste en Bulgarie une question fondamentale émergea – celle du nouvel ordre constitutionnel. L'aspect pratique du débat constitutionnel consistait à choisir en effet entre plusieurs modèles occidentaux disponibles. D'un côté il s'agissait de choisir entre le modèle américain et les modèles européens en ce qui concerne le type de la république – serait-ce un régime présidentiel (États-Unis), semi-présidentiel (France) ou parlementaire (Allemagne)². Ce débat introduisit aussi une compréhension de la diversité entre les Constitutions occidentales nationales. La difficulté consistait dans l'impossibilité de dire préalablement lequel des modèles démocratiques occidentaux siérait mieux à la Bulgarie ou, une chose encore plus difficile, lequel était plus performant et efficace: la Suède, la Belgique, la France ou l'Allemagne. Enfin la classe politique bulgare commença à apprendre aussi la diversité des projets politiques occidentaux par le biais de la participation de divers consultants ou émissaires des partis politiques européens, qui participaient aux débats constitutionnels en Bulgarie. Cet apprentissage de la diversité démocratique, des différences entre les sociaux-démocrates et les conservateurs, les libéraux et les écologistes, les socialistes et les chrétiens-démocrates fut un des faits majeurs de la transition postcommuniste.

Pour les acteurs politiques en Bulgarie ce fut un choix difficile: du système institutionnel proposé (république ou monarchie, régime présidentiel ou parlementaire, système unicaméral ou bicaméral), du système des partis réclamé (bipartisme à l'américaine ou multipartisme), ou en effet le type de la démocratie postcommuniste (conflictuelle ou consensuelle à la façon belge...). Ces choix provoquèrent beaucoup de débats et dans ces échanges la Belgique émerge comme une source, parmi les autres, de modèles institutionnels, de types de démocratie et d'étiquettes partisans nombreuses.

Les débats au sujet de ces choix politiques contribuèrent à l'élaboration des identités partisans en Bulgarie postcommuniste³. Ces identités furent construites suivant trois voies différentes. D'un côté c'était la voie de l'ex-PC, qui chercha sa

¹ Cf. Jacques CAPEDEVIELLE, Henry REY, Antony TODOROV, «La Bulgarie: la difficile émergence d'un système partisan pluraliste», *Cahiers internationaux de sociologie*, Fall 1994, pp. 191-211; Georgi KARASIMEONOV, «Bulgaria's New Party System», in Geoffrey PRIDHAM, Paul G. LEWIS (eds.), *Stabilizing Fragile Democracies*, Routledge, London, 1995, pp. 254-265; Jean-Michel DE WAELE (édité par), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2002.

² Cf. l'étude comparée de François FRISON-ROCHE, *Le «modèle semi-présidentiel» comme instrument de la transition en Europe postcommuniste. Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovaquie*, Bryulant, Bruxelles, 2005.

³ Cf. au sujet de l'influence de l'Europe sur les partis politiques en Bulgarie: Antony TODOROV, *The Role of the Parties in Accession to European Union*, Centre for the Study of Democracy, Sofia, 1999.

nouvelle identité en prenant des distances par rapport à son passé. Ce fut un processus long, et déjà vers 1999-2000 le Parti socialiste (parti-héritier du PC) acquit un profil social-démocrate et fut reconnu par ses partenaires européens. D'un autre côté ce furent les partis dits «historiques» du paysage politique bulgare d'avant le communisme, tels l'Union agrarienne populaire bulgare (BZNS) et le Parti démocrate. Leur voie était de retrouver leurs origines et leurs références historiques, de les accommoder aux exigences de l'actualité, de les «européaniser» en quelque sorte en recherchant des partenaires européens, susceptibles de leur reconnaître leur identité politique démocratique postcommuniste. D'un troisième côté ce furent de nouveaux partis politiques, sans racines dans l'expérience politique bulgare d'avant le communisme, souvent empruntant leur profil politique de leurs homologues européens (le Parti vert)¹.

Le profil politique des partis dans la Bulgarie postcommuniste se dessine en deux temps, souvent successifs: choix de l'étiquette et choix de l'identité. L'étiquette souvent précède l'identité, car l'étiquette permet au début la recherche d'une légitimation internationale et d'une reconnaissance internationale. En effet aucun parti politique bulgare de la transition ne pouvait espérer d'avoir une place stable dans le système partisan bulgare sans le soutien des partenaires internationaux fiables et crédibles dans l'opinion publique bulgare. Mais cette situation surtout au début de la transition provoqua des malentendus – les acteurs politiques occidentaux n'arrivaient pas toujours à identifier d'une manière appropriée leurs partenaires en Bulgarie, ainsi les sociaux-démocrates au début soutenaient des partis de droite anticommunistes, alors que les conservateurs avaient pour un moment des partenaires plutôt anarchistes². Le résultat fut que la conscience collective en Bulgarie s'avéra complètement confuse au sujet des étiquettes politiques qui dissimulaient plus que révélaient les identités politiques des partis postcommunistes. Pour le large public il n'était point évident qu'il y a une relation systématique entre l'étiquette partisane et identité politique. Une énorme quantité d'étiquettes partisans apparaît depuis 1990, atteignant plus de 300 partis politiques enregistrés vers 1999 auprès de la Cour de justice de Sofia.

La palette politique après la transition

Quinze ans après la chute du Mur de Berlin, la palette politique en Bulgarie est fortement modifiée, grâce aussi aux influences européennes qu'il faut voir tant comme des impacts directs de l'intériorisation de l'expérience politique des pays de l'Europe, que comme un résultat des interactions entre les acteurs politiques bulgares et leurs homologues étrangers. Aujourd'hui, après la transition postcommuniste, les partis politiques en Bulgarie semblent se rapprocher par leur profil politique et par la place qu'ils occupent dans le système partisan aux modèles

¹ Une nouvelle étude parut en Bulgarie récemment sur l'évolution du système partisan: Georgi KARASIMEONOV, *Partiinata sistema v Balgaria* (Le système des partis en Bulgarie), Éditions Goreks, Sofia, 2006. V. aussi Antony TODOROV, «The Evolution of the Post-Communist Bulgarian Party System», in Maya GETOVA, Ahmed Nazmi USTE (eds.), *The Impact of European Union: Case of Bulgaria, Case of Turkey*, New Bulgarian University Press, Dokuz Eylül University, Sofia, 2007, pp. 115-131.

² Cf. Antony TODOROV, *The Role of the Parties...*cit.

majeurs des pays européens. Il existe maintenant des acteurs politiques qui couvrent principalement tout le champ politique – la droite, le centre et la gauche – ayant en vue évidemment le manque de rigueur méthodologique dans l'utilisation de ces concepts dans des environnements sociopolitiques différents. Cette palette ressemble à la palette politique dans plusieurs pays européens (pas du tout à la palette politique aux États-Unis), et se caractérise aussi par ses extrêmes. Mais à la différence des pays de l'Europe occidentale il manque une extrême gauche pour des raisons historiques liées au processus de reconstruction d'une gauche à partir de l'héritage du régime communiste. Pourtant, l'apparition en Bulgarie d'une extrême droite importante en 2005 marque la fin de la transition et rapproche d'avantage le pays aux systèmes partisans européens.

Après un long processus de différenciation, de séparation et de recomposition, la droite bulgare est maintenant loin d'être unifiée par l'anticommunisme qui était son mortier idéologique pendant les années de la transition postcommuniste. Moins encore la droite partage les mêmes références politiques aujourd'hui et reste divisée en plusieurs fractions issues de l'ancien UFD. Mais en dépit de cette fragmentation entre 2-3 partis plus importants et encore 2-3 petits groupes politiques, la droite se structure autour de deux références majeures européennes: les conservateurs (le parti de l'ancien PM I. Kostov «Démocrates pour une Bulgarie forte») et les chrétiens-démocrates (même si cette étiquette échoua en Bulgarie, l'UFD d'aujourd'hui semble être plus proche de cette mouvance). La fragmentation de la droite fait naître récemment un nouveau prétendant – le parti de l'actuel maire de Sofia B. Borissov, qui se forge un profil d'une droite populiste modérée, conservatrice et populaire en même temps.

Le terrain de la gauche est occupé principalement par le Parti socialiste bulgare, «parti héritier» qui subit une profonde transformation avec beaucoup de péripéties et de conflits tout au long de la transition postcommuniste et qui réussit à se maintenir dans le système comme le plus grand parti de gauche. Les tentatives de plusieurs petits partis politiques de profil social-démocrate d'occuper une place plus importante dans la vie politique échouèrent ces dix dernières années. De même avec la gauche écologiste qui resta marginale dans le paysage politique bulgare en préférant rester ancrée dans la société civile et ne pas s'organiser nécessairement comme un parti politique.

Après beaucoup d'efforts pour la création d'un centre libéral structuré sur la scène politique, en 2001 avec le retour au pays de l'ancien roi Siméon II et la création de son Mouvement national (MNSD) pour la première fois un acteur politique autre que les ex-communistes ou les anticommunistes accéda au pouvoir et mit le début de la construction d'un centre libéral. Son partenaire politique, le Mouvement pour le droits et les libertés (MDL), parti des la minorité turque en Bulgarie, utilisa cette nouvelle situation pour réaliser sa transformation d'un parti ethnique vers un parti libéral centriste.

Et pour s'arrimer d'avantage avec la palette politique dans la plupart des pays de l'Europe, en 2005 apparaît un parti de l'extrême droite nationaliste et populiste – «Ataka»¹.

Ainsi se termine un long processus d'intériorisation de la diversité partisane européenne dans la politique bulgare pendant la période de la transition

¹ Pour plus de détails cf. Antony TODOROV, «Les élections législatives bulgares de 2005», *La Nouvelle Alternative*, vol. XXI, no. 68, 2006, pp. 27-36.

postcommuniste. En même temps la palette partisane en Bulgarie garda bien des particularités «nationales», résultat d'une histoire nationale bouleversée par la difficile modernisation après l'indépendance en 1878 et par l'expérience communiste de 1944 à 1989. Notamment la persistance de certaines valeurs orientées vers le pouvoir paternaliste nourrit toujours l'existence de partis marqués fortement par le personnalisme. La Bulgarie n'est pas dans ce domaine très différente des autres pays de l'Europe centrale et orientale.

Dans cette nouvelle situation, la Belgique revient comme référence spécifique. Dans les débats politiques, le modèle belge est souvent cité pour quelques raisons. Tout d'abord comme un modèle de démocratie consensuelle, qui réussit en dépit des conflits internes à gérer une société divisée et à maintenir la stabilité. Les gouvernements de coalition étant une marque du modèle belge furent mentionnés comme expression de la démocratie consensuelle surtout pendant le moment difficile et prolongé de formation de l'actuel gouvernement de coalition entre le PSB, le MNSD et le MDL. La Belgique est maintenant vue aussi comme référence pour le système partisan bulgare avec sa structure d'une gauche socialiste, d'une droite s'affiliant à la démocratie chrétienne et d'un centre libéral. Même dans cette perspective il est intéressant de mentionner l'assimilation de l'«Ataka» au «Vlaams blok» flamand.

Discuter les influences belges dans la construction du pluralisme partisan en Bulgarie n'est pas une chose facile. Surtout parce que la Belgique est devenue une étiquette de l'Europe et cela rend difficile sa distinction des autres influences européennes si intenses au cours des années de la transition postcommuniste. Mais avec l'achèvement des éléments les plus importants de l'agenda de la transition postcommuniste une douzaine d'années après la chute du Mur de Berlin, l'opinion publique en Bulgarie commence à différencier mieux ce qui est l'expérience politique belge et son utilité pratique dans la constitution du régime du gouvernement représentatif en Bulgarie.